



PRÉFET DE LA RÉGION
NORD – PAS-DE-CALAIS

Direction Régionale de
l'Environnement, de l'Aménagement
et du Logement

Prouvy, le 4 février 2014

Unité Territoriale du Hainaut-Cambrésis-Douaisis
Parc d'Activités de l'Aérodrome
BP 40137
59303 Valenciennes cedex

Affaire suivie par Richard Preuvot
Téléphone : 03.27.21.05.15
Télécopie : 03.27.21.00.54
richard.preuvot@developpement-durable.gouv.fr

Référence : RP V2.2014.130

**RAPPORT DE L'INSPECTION
DE L'ENVIRONNEMENT
(SPECIALITE INSTALLATIONS CLASSEES)
POUR PASSAGE EN CODERST**

Objet : Mise en place de garanties financières pour la mise en **sécurité** des installations.
Rapport proposant un arrêté complémentaire.
SEVELNORD à Lieu-Saint-Amand.

Réf. : Transmission préfectorale DiPP / BICPE – NP du 31 décembre 2013.
Courrier de l'exploitant du 20 janvier 2014.

P.J. : Projet d'arrêté préfectoral complémentaire.

Équipe : V2
Numéro S3IC : 070.01055

I ETABLISSEMENT

Raison sociale de l'établissement	:	SEVELNORD
Adresse du siège social	:	75 Avenue de la Grande Armée 75016 PARIS
Adresse de l'établissement	:	Zone industrielle n°3 Hordain – BP 10 59111 LIEU-SAINT-AMAND
Activité principale	:	Constructeur automobile .
Contacts dans l'entreprise	:	Damien BON – Directeur Unité Technique de Centre Denis LEGRY – Responsable Environnement Dominique BEUGIN – Technicien Environnement
Code NAF	:	7010 Z
SIRET	:	351 005 582 00017
Nombre de salariés	:	2500

Sevelnord_Lieu-St-Amand_RAPCO_070.01055_04022014

II. CONTEXTE REGLEMENTAIRE

Le décret n°2012-633 du 3 mai 2012 fixe l'obligation de constituer des garanties financières en vue de la mise en sécurité de certaines installations classées pour la protection de l'environnement. Les dispositions de ce décret sont applicables au 1er Juillet 2012.

III. SITUATION ADMINISTRATIVE

La société SEVELNORD bénéficie d'un arrêté préfectoral du 11 janvier 1993 modifié, l'autorisant à exploiter une unité de construction automobile sur le territoire des communes de Hordain, Lieu-Saint-Amand et Iwuy.

Conformément à l'arrêté ministériel du 31/05/2012 fixant la liste des installations classées soumises à l'obligation de constitution des garanties financières, elle est concernée par les rubriques suivantes.

Rubrique ICPE	Libellé des rubriques/alinéa
2565	Revêtement métallique ou traitement de surfaces par voie électrolytique ou chimique, à l'exclusion du nettoyage, dégraissage, décapage de surfaces visées par la rubrique 2564, les bains de traitement ayant un volume de 570 m ³
2940	Application de vernis, peinture, apprêt, colle, enduit, etc. par pulvérisation, enduction, .. La consommation de solvant étant de l'ordre de 350 t/an

Par courriers des 11 décembre 2013 et 20 janvier 2014, la société a fourni un calcul du montant de la garantie financière applicable.

Le dernier calcul joint au courrier du 20 janvier 2014, dont copie jointe en annexe, rencontre l'approbation de la DREAL.

IV. PROPOSITIONS

En application des dispositions de l'article R.516-1 du Code de l'Environnement, nous proposons à Monsieur le Préfet du Nord de fixer par arrêté complémentaire le montant des garanties financières applicables à la société SEVELNORD à 723 897 euros tel que précisé au chapitre III.

Un projet d'arrêté préfectoral complémentaire a été communiqué à l'exploitant qui a précisé par courriel du 31 janvier 2014 donner son accord à ce document sous réserve d'une légère modification qui a été prise en compte dans le projet d'arrêté préfectoral complémentaire définitif ci-joint.

Nous proposons à Monsieur le préfet du Nord de soumettre le projet d'arrêté complémentaire aux membres du CODERST.

L'Inspecteur de l'environnement
(spécialité Installations Classées)



Richard PREUVOT

Vu et transmis à Monsieur le Chef du Service Risques
Prouvy, le
Le Chef d'Unité

- 5 FEV. 2014



Daniel HELLEBOID

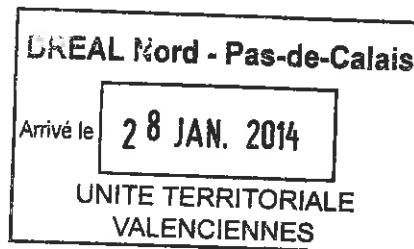
Vu et transmis avec avis conforme à :

- Monsieur le Préfet de la Région Nord Pas-de-Calais, Préfet du Nord – DiPP/BICPE
12 et 14 rue Jean Sans Peur
59039 LILLE CEDEX
pour passage en CODERST

Lille, le 25 FEV. 2014
Pour le Directeur et par délégation,
L'Ingénieur des Mines,
Chef du Service Risques



Alexandre DOZIERES



③
eqvz
me

Amesec

Monsieur PREUVOT
DREAL
Subdivision de Valenciennes
ZA de l'Aérodrome.
BP 800

59309 VALENCIENNES CEDEX

Lieu Saint Amand, le 20/01/2014

OBJET : Révision du dossier de constitution des garanties financières pour le site de SEVELNORD.

Monsieur,

En réponse à votre courrier électronique du 26 décembre 2013 nous avons pris en compte vos remarques concernant notre dossier de constitutions des garanties financières.

Nous avons révisé notre dossier en prenant en compte les éléments ci-dessous :

☛ Mc : nous avons ajouté 3 panneaux supplémentaires sur les portails.

- MS :

C : concernant le coût des analyses des piézomètres nous avons pris en référence l'arrêté ministériel du 31 mai 2012.

C_D : Concernant le coût du diagnostic des sols, nous pris en référence l'arrêté ministériel, et nous avons également révisé les surfaces à prendre en compte comme le précise la note du 20 novembre 2013, nous permettant de déduire les surfaces de parkings et zones foncières, ce qui ramène la surface à prendre en compte à 39,61 hectares.

Veuillez trouver en pièces jointes les documents suivants révisés :

- ☛ Le dossier Constitution des Garanties Financières, dans lequel est détaillé l'argumentaire de calcul.
- Les tableaux de calcul.

Restant à votre disposition pour toute information complémentaire, je vous prie d'agréer,
Monsieur, l'expression de ma considération.

A handwritten signature in black ink, appearing to be 'Damien BON', written in a cursive style.

Damien BON
Directeur de l'Unité Technique de Centre

Affaire suivie par D.BEUGIN
SN/UTC/ENV ☎ 03.27.22.64.35

PSA PEUGEOT CITROËN

Site de SEVELNORD

Constitution des Garanties Financières

Novembre 2013

Révision Janvier 2014

Sommaire

I.	INTRODUCTION	1
II.	MODALITES DE CALCUL	2
III.	PRINCIPALES HYPOTHESES RETENUES.....	3
A.	Montant relatif à la gestion des déchets et produits dangereux.....	3
B.	Montant relatif à la neutralisation des cuves enterrées de carburant.	4
C.	Montant relatif à la limitation des accès au site.	5
D.	Montant relatif au contrôle des effets de l'installation sur l'environnement.	5
E.	Montant relatif au gardiennage du site ou à tout autre dispositif équivalent.....	6
IV.	NOTE DE CALCUL	7
	ANNEXES.....	8

I. INTRODUCTION

Le présent document a pour objectif de présenter les éléments relatifs à la constitution de garanties financières liées à l'activité de l'établissement SEVELNORD.

Cette démarche répond aux obligations du décret n°2012-633 du 3 mai 2012 relatif à l'obligation de constituer des garanties financières en vue de la mise en sécurité de certaines installations classées pour la protection de l'environnement.

Au regard des activités exercées, le site est soumis à ce nouveau dispositif.

Les installations soumises à cette nouvelle obligation sont celles répondant aux critères définis par l'arrêté ministériel du 31 mai 2012 fixant la liste des installations soumises à l'obligation de constitution de garanties financières, à savoir :

Rubrique ICPE	La constitution démarre au 1 ^{er} juillet 2012	La constitution démarre au 1 ^{er} juillet 2017
2565 Revêtement métallique ou traitement de surfaces par voie électrolytique ou chimique, à l'exclusion du nettoyage, dégraissage, décapage de surface visées par la rubrique 2564.	A partir d'un volume de cuves de bain de traitement de 30 000 litres.	
2940 Vernis, peinture, apprêt, colle, enduit, ect (application cuisson, séchage de) sur support quelconque, à l'exclusion : - Des activités de traitement ou d'emploi de goudrons, d'asphaltes, de brais et de matières bitumeuses, couvertes par la rubrique 1521 - Des activités couvertes par les rubriques 2445 et 2450. - Des activités de revêtement sur véhicules et engins à moteurs couverte par la rubrique 2930. - Ou toute autre activité couverte explicitement par une autre rubrique		2. Si la quantité maximale de produits susceptibles d'être présente dans l'installation est supérieure à 100 kg/j. »

La note de calcul forfaitaire est jointe à ce présent document ; elle a permis de déterminer le montant des garanties financières pour l'ensemble de l'installation.

II. MODALITES DE CALCUL

Les modalités de calcul des présentes garanties financières sont directement issus du mode de calcul forfaitaire présenté en annexe I de l'arrêté du 31 mai 2012 relatif aux modalités de détermination et d'actualisation du montant des garanties financière pour la mise en sécurité des installations classées. Cependant le calcul de certains postes a été adapté aux spécificités de l'industrie automobile et notamment de l'établissement de SEVELNORD. Lorsqu'elles ont lieu, ces adaptations sont dûment justifiées dans le dossier ci-dessous.

La formule utilisée permettant de calculer le montant global (**M**) et forfaitaire est issue de l'arrêté du 31 mai 2012, à savoir :

$$M = S_C [M_e + \alpha (M_i + M_c + M_s + M_g)]$$

avec

Sc = Coefficient pondérateur de prise en compte des coûts liés à la gestion du chantier. Il est fixé par l'arrêté du 31 mai 2013 relatif aux modalités de détermination et d'actualisation du montant et est égal à 1,10.

Me = Montant, au moment de la détermination du premier montant de garantie financière, relatif aux mesures de gestion des produits dangereux et déchets présents sur le site de l'installation.

α = Indice d'actualisation des coûts.

Mi = Montant relatif à la neutralisation des cuves enterrées de carburant présentant un risque d'explosion ou d'incendie après vidange.

Mc = Montant relatif à la limitation d'accès au site.

Ms = Montant relatif au contrôle des effets de l'installation sur l'environnement. Ce montant couvre la réalisation de piézomètres de contrôles et les coûts d'analyse de la qualité des eaux de la nappe au droit du site, ainsi qu'un diagnostic de la pollution des sols.

Mg = Montant relatif au gardiennage du site ou à tout autre dispositif équivalent.

III. PRINCIPALES HYPOTHESES RETENUES

A. Montant relatif à la gestion des déchets et produits dangereux

Le montant Me a été estimé en utilisant la formule de calcul forfaitaire proposée dans l'arrêté du 31 mai 2012 mais adapté selon les données dont le site dispose. En effet, la distance entre le site et le centre de traitement des déchets n'est indiquée ni dans les factures ni dans le système de reporting. Ce facteur est déjà pris en compte dans les coûts de transports indiqués en euros/tonne.

La formule de calcul a été adaptée comme suit :

$$Me = Q_{1P} \times (C_{TR} + C_{1P}) + Q_{1D} \times (C_{TR} + C_{1D}) + Q_2 \times (C_{TR} + C_2)$$

Avec :

Q_{1P} : Quantité de produits dangereux

C_{TR} : Coûts de transport

C_{1P} : Coût de traitement produits dangereux (TGAP incluse)

Q_{1D} : Quantité de déchets dangereux

C_{1D} : Coût de traitement déchets dangereux (TGAP incluse)

Q_2 : Quantité de déchets non-dangereux

C_2 : Coût de traitement produits dangereux (TGAP incluse)

L'ensemble des produits dangereux, déchets dangereux et déchets non dangereux ont été listés dans la notice de calcul jointe.

Concernant les produits dangereux, les quantités indiquées ont été soit estimées à partir des installations existantes, soit reprises dans l'arrêté préfectoral d'autorisation (cuves, bains, etc).

Concernant les déchets, les quantités indiquées sont soit la quantité maximale stockable sur le site soit une quantité déjà indiquée dans l'arrêté préfectoral d'autorisation.

Certains des produits dangereux et déchets indiqués dans la note de calcul ont un coût de prise en charge nul. Ceci est justifié par des critères historiques de gestion de ces produits et déchets, à savoir :

- des caractéristiques et conditions de stockage particulières,
- le traitement in situ de produits ou déchets,
- la vente ou enlèvement du site à titre gratuit.

Les coûts indiqués pour le transport et le traitement des déchets sont issus de nos différents contrats et reporting.

B. Montant relatif à la neutralisation des cuves enterrées de carburant.

Le site est équipé de 5 cuves enterrées de carburants. Le montant M_i relatif à la neutralisation de ces cuves a été estimé en utilisant la formule de calcul forfaitaire proposée dans l'arrêté du 31 mai 2012.

$$M_i = N_c \times C_N + P_B \times V$$

C_N : coût de préparation/nettoyage des cuves = 2000€

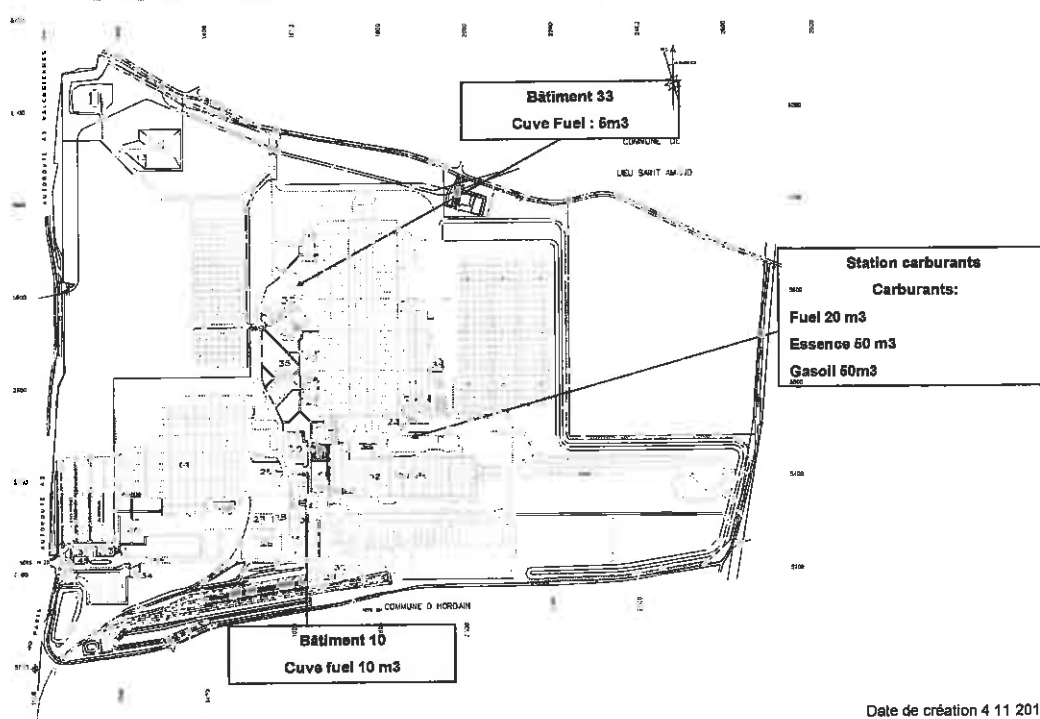
P_B : prix du m³ de béton = 130€/m³

V : volume des cuves en m³

N_c : nombre de cuves à traiter

Pièces justificatives jointes pour le montant M_i :

Plan d'ensemble des cuves enterrées



Date de création 4 11 2013

C. Montant relatif à la limitation des accès au site.

Le montant M_c a été estimé en utilisant la formule de calcul forfaitaire proposée dans l'arrêté du 31 mai 2012 :

$$M_c = P \times C_c + n_p \times P_p$$

P : périmètre du site en mètre

C_c : Coût du linéaire de clôture (50€/m)

n_p : nombre de panneaux d'interdiction d'accès.

P_p : Prix d'un panneau = 15€.

La mise en sécurité du site nécessite la présence d'une clôture et de portails limitant l'accès au site. Le site dispose de 3 entrées fermées avec portail et d'une clôture sur la totalité de son périmètre. Conformément à l'article 4 de l'arrêté du 31 mai 2012 relatif aux modalités de calcul, le coût d'installation d'une clôture n'est donc pas comptabilisé dans le montant des garanties. Seule l'installation de panneaux d'indications sur l'ensemble des clôtures et des portails est prise en compte.

D. Montant relatif au contrôle des effets de l'installation sur l'environnement.

Le montant M_s a été calculé d'après la formule proposée dans l'arrêté ministériel du 31 mai 2012:

$$M_s = N_p \times (C_p \times h + C) + C_D$$

N_p : nombre de piézomètres à installer

C_p : coût de réalisation d'un piézomètre (300€/mètre)

h : profondeur des piézomètres

C : coût de contrôle et d'interprétation des résultats de la qualité des eaux de la nappe sur la base de 2 campagnes par piézomètre soit 2000 € par piézomètre.

C_D : coût d'un diagnostic de pollution des sols

Le site dispose déjà de 3 piézomètres de surveillance entretenus et exploités. Conformément à l'article 4 du décret du 31 mai 2012 relatif aux modalités de détermination et d'actualisation du montant des garanties financières, ces mesures déjà mises en œuvre dans le cadre du fonctionnement normal de l'installation ne sont pas à comptabiliser dans le calcul du montant des garanties. Le coût d'installation de piézomètres C_p est donc nul.

Concernant le coût d'un diagnostic de pollutions des sols C_D , le calcul forfaitaire de l'arrêté ministériel a été utilisé. Comme le stipule la note du 20 novembre 2013 publiée sur le site du

ministère, les surfaces de parking, les réserves foncières et les zones non exploitées ont été exclues des surfaces prises en compte pour calculer C_D .

La surface prise en compte est donc :

$S = \text{Surface totale du site} - \text{Surface des parkings} - \text{Surfaces réserves foncières ou zones non exploitées}$

$S = 1\,610\,000 \text{ m}^2 - 254\,030 \text{ m}^2 - 959\,822 \text{ m}^2 = 396\,148 \text{ m}^2$, soit 39,61 hectares.

$$C_D = 60\,000 + (29,61 \times 2000) = 119\,220 \text{ € ($$

Pièces justificatives jointes pour le montant M_S

Plan général du site avec la répartition des surfaces en annexe.

E. Montant relatif au gardiennage du site ou à tout autre dispositif équivalent

Le montant M_G a été estimé en utilisant la formule de calcul forfaitaire proposée dans l'arrêté du 31 mai 2012 :

$$M_G = C_G \times H_G \times N_G \times 6$$

C_G = coût horaire moyen d'un gardien soit 28,5€ TTC/h

H_G = nombre d'heures de gardiennage nécessaires par mois

N_G = nombre de gardiens nécessaires

L'hypothèse retenue est de surveiller le site 24 heures / 24 heures durant six mois. Un système de vidéosurveillance centralisé au poste de sécurité est présent sur le site notamment sur l'ensemble de la périmétrie. Un agent de sécurité présent en permanence est nécessaire pour superviser la sécurité du site.

Le coût horaire moyen est de 28,5 euros TTC. Ce coût est celui de prestations de gardiennage récentes (coût de 41092 euros TTC pour une prestation de 1443 heures).

Pièces justificatives jointes pour le montant M_G :

Devis SECURITAS de Juillet 2013. (Annexe 1)

IV. NOTE DE CALCUL

La note de calcul forfaitaire du montant de référence des garanties financières est jointe au présent dossier.

Le montant proposé pour la constitution de garanties financières est de 723 897 euros.

La valeur de l'indice TP01 (index général tous travaux) retenue est la valeur du mois de mai 2012 publiée au 1^{er} septembre 2012 d'une valeur de 698,2.

ANNEXES

Annexe 1 : Devis SECURITAS de juillet 2013.



Forfaits complémentaires PSA

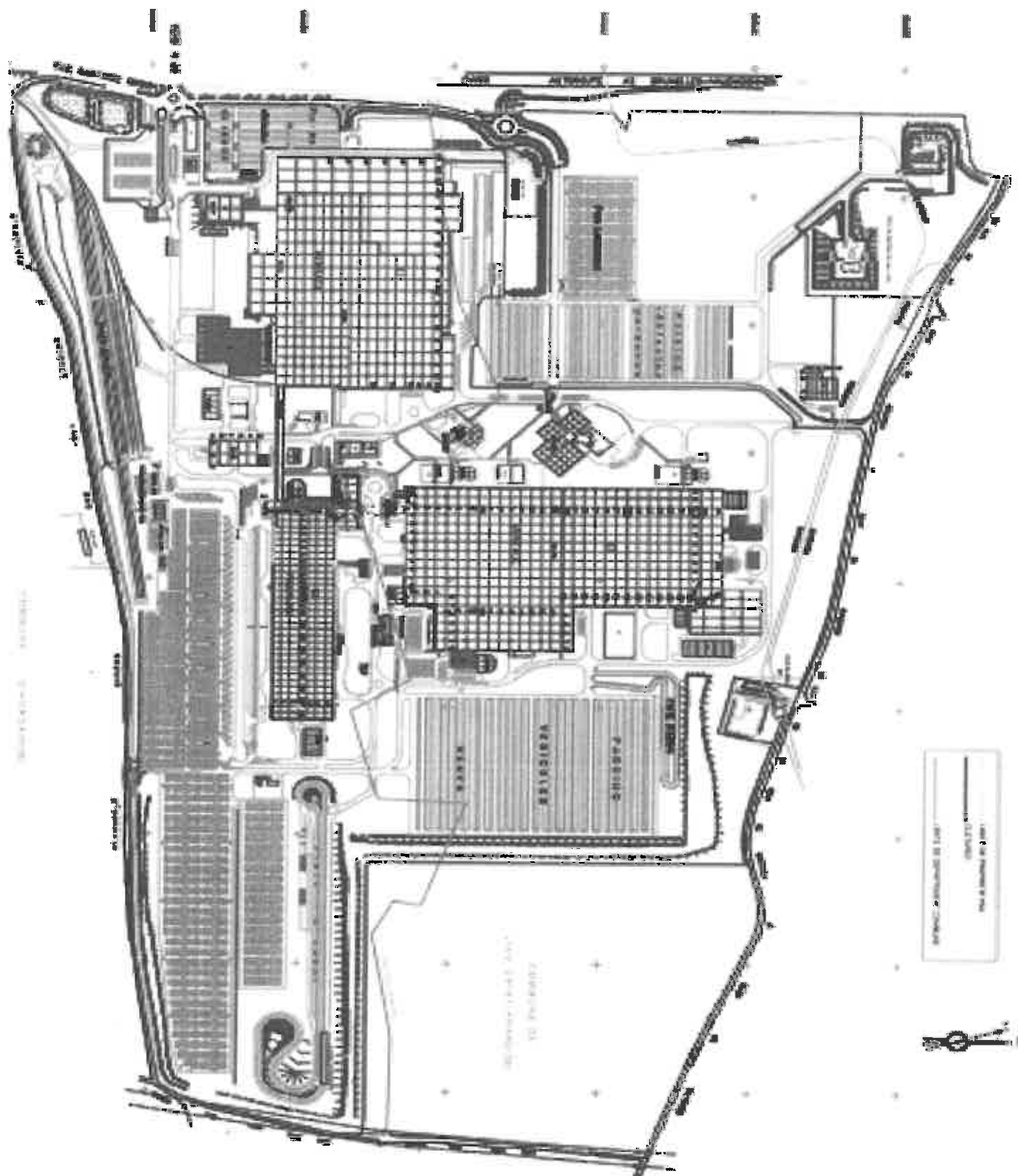
JUILLET 2013

	Nbre d'heures		Total € HT
Frais fixes (coordinateur + outils)	1,00	2 144,11	2 144,11
Récurrent			-
Nombre d'heures	1 042,83	22,51	32 478,10
Majorations Nuit	200,52	3,19	653,65
Majorations Dimanche	66,20	2,50	166,08
Majorations Fériés	24,00	26,47	635,28
			-
Renfort			-
Nombre d'heures	-	24,97	-
Majorations Nuit	-	3,54	-
Majorations Dimanche	-	3,30	-
Majorations Fériés	-	29,56	-
Mise à disposition			- 2 000,74
Mise à disposition facturée			2 971,73
Facturation déjà émise			- 37 903,31
			- 430,06
Total Devis			- 430,06
N° DE COMMANDE PSA			

Validation PSA

Validation SECURITAS

Annexe 2 : plan de masse et des surfaces



M_i

NEUTRALISATION CUVES ENTERREES DE CARBURANTS

Nombre de cuves	Valeur
2	100
1	20
1	10
1	5
5	135

TOTAL

Nombre de cuves	Valeur	V (m)	TOTAL M _i
5	2200	130	135

Page 10 sur 11
N° de dossier : 03.27.22.64.35

Etape 1 Formule =

$$M_c = p \times C_c + n_p \times P_p$$

M_c

INTERDICTION OU LIMITATION D'ACCES AU SITE

p	PERMETTRE AU SITE			TOTAL M _c
	9 000	51	183	15
PERMETTRE AU SITE				

Rappel Formule =

$$M_s = N_s \times (C_d \times I + C) \times f_o$$

M_s

SURVEILLANCE DES EFFETS DE L'INSTALLATION SUR L'ENVIRONNEMENT

N _s Nombre de passages mensuels	3	0	30	2000	119220	total M _s
						119220

M _g SURVEILLANCE DU SITE GARDIENNAGE			
C _g Coût horaire moyen du gardien en euros TTC/h	H _g Nombre d'heures de surveillance	N _g Nombre de Gardiens Personnels	TOTAL M _g
28,5	744	1	



MONTANT TOTAL GARANTIES FINANCIERES

NOM DU SITE	S _c COEFFICIENT PONDERATEUR	M _e PRODUITS DANGEREUX ET DECHETS	α INDICE D'ACTUALISATION DES COUTS	M _i CIVILIS EN TERRES	M _c ACCES AU SITE	M _s PIED ET DIAGNOSTIC	M _g SURVEILLANCE DU SITE	TOTAL
SEVELNORD	1,1	360162,374	1,05	28550	2745	125220	127224	723897,1504

PROJET D'ARRETE COMPLEMENTAIRE**MISE EN ŒUVRE DES GARANTIES FINANCIERES POUR LA MISE EN SECURITE DES
INSTALLATIONS CLASSEES****SEVELNORD à Lieu-Saint-Amand**

VU le code de l'environnement, en particulier ses articles L. 516-1, R. 516-1 et R. 516-2 relatifs à la constitution des garanties financières pour certaines catégories d'installations classées, et son article R. 512-31 relatif aux prescriptions additionnelles ;

VU l'arrêté ministériel du 31/05/2012 fixant la liste des installations classées soumises à l'obligation de constitution des garanties financières en application du 5° de l'article R. 516-1 du code de l'environnement ;

VU l'arrêté ministériel du 31/05/2012 relatif aux modalités de détermination et d'actualisation du montant des garanties financières pour la mise en sécurité des installations classées et des garanties additionnelles en cas de mise en œuvre de mesures de gestion de la pollution des sols et des eaux souterraines ;

VU l'arrêté ministériel du 31/07/2012 relatif aux modalités de constitution de garanties financières prévues aux articles R. 516-1 et suivants du code de l'environnement ;

VU l'arrêté préfectoral du 11 janvier 1993 autorisant la société SEVELNORD à exploiter, sur le territoire des communes de HORDAIN, LIEU-SAINT-AMAND et IWUY, une unité de fabrication de véhicules automobiles d'une capacité de 600 véhicules / jour correspondant à la valeur moyenne sur 7 jours par semaine,

VU l'arrêté préfectoral du 4 décembre 2002 imposant à la société SEVELNORD des prescriptions complémentaires pour la poursuite d'exploitation de son établissement situé à HORDAIN, LIEU-SAINT-AMAND et IWUY,

VU l'arrêté préfectoral du 23 juillet 2004 imposant à la Société SEVELNORD des prescriptions complémentaires pour la poursuite d'exploitation de son établissement situé à HORDAIN, LIEU-SAINT-AMAND et IWUY,

VU l'arrêté préfectoral du 2 février 2006 imposant à la Société SEVELNORD des prescriptions complémentaires pour la poursuite d'exploitation de son établissement situé à HORDAIN, LIEU-SAINT-AMAND et IWUY,

VU les propositions de calcul du montant des garanties financières faites par la société SEVELNORD par courrier du 20 novembre 2013, modifié par courrier du 20 janvier 2014 adressé à l'inspection de l'environnement (spécialité installations classées) ;

VU le rapport de l'inspecteur de l'environnement (spécialité installations classées) du 4 février 2014 ;

VU l'avis émis par le Conseil Départemental de l'Environnement, des Risques Sanitaires et Technologiques lors de sa séance du XXXX

ARRETE

Article 1 : La société SEVELNORD, dont le siège social est situé 75 Avenue de la Grande Armée – 75016 PARIS, est tenue, pour la poursuite d'activité de ses installations situées sur le territoire des communes de HORDAIN, LIEU-SAINT-AMAND et IWUY, de constituer des garanties financières pour la mise en sécurité de ses installations.

Article 2 : Objet des garanties financières

Les garanties financières définies dans le présent arrêté sont rendues exigibles par l'exploitation des activités classées suivantes :

Rubrique ICPE	Libellé des rubriques/alinea
2565	<p>Revêtement métallique ou traitement (nettoyage, décapage, conversion, polissage, attaque chimique, vibro-abrasion, etc.) de surfaces (métaux, matières plastiques, semi-conducteurs, etc.) par voie électrolytique ou chimique, à l'exclusion du nettoyage, dégraissage, décapage de surfaces visés par la rubrique 2564.</p> <p>2. Procédés utilisant des liquides (sans mise en œuvre de cadmium, et à l'exclusion de la vibro-abrasion, le volume des cuves de traitement étant de 570 m³)</p>
2940	<p>Vernis, peinture, apprêt, colle, enduit, etc. (application, cuisson, séchage de) sur support quelconque (métal, bois, plastique, cuir, papier, textile) à l'exclusion de :</p> <ul style="list-style-type: none"> – des activités de traitement ou d'emploi de goudrons, d'asphaltes, de brais et de matières bitumineuses, couvertes par la rubrique 1521, – des activités couvertes par les rubriques 2445 et 2450, – des activités de revêtement sur véhicules et engins à moteurs couvertes par la rubrique 2930, – ou de toute autre activité couverte explicitement par une autre rubrique. <p>2. Lorsque l'application est faite par tout procédé autre que le « trempé » (pulvérisation, enduction).</p> <p>Si la quantité maximale de produits susceptibles d'être mise en œuvre est :</p> <p>a) supérieur à 100 kg/j (A partir d'une capacité de consommation de solvant de plus de 150 kg/h ou de plus de 200 t/an.)</p>

Elles s'établissent sans préjudice des garanties financières que l'exploitant constitue éventuellement en application du 3° du IV de l'article R. 516-2 du Code de l'Environnement.

Les mesures concernant la clôture, hormis la pose des panneaux d'interdiction d'accès, sont exclues de la présente garantie financière à condition que les dispositifs soient toujours en bon état.

Article 3 : Montant des garanties financières

Le montant des garanties financières est fixé à 723 897 euros, sous réserve que les quantités de déchets présents sur le site ne dépassent pas les seuils fixés dans le tableau ci-après et que la nature des déchets produits par l'établissement ne soit pas modifiée.

	Désignation	Quantité maximale présente sur site (en tonnes)
Déchets	Acide sulfurique	1
	Additif FAP en fûts	0,2
	Bombes aérosol	0,1
	Boues d'hydroxydes métalliques	10
	Peintures et solvants	1,5
	Batteries	1
	Boues de peinture	9
	Cartouches d'encre	0,2
	DIS en mélange	5
	Boues de dégraissants	3
	Fûts souillés de mastics	4
	Piles et batteries	0,1
	DEEE	2,25
	Solvants usagés	50
	Tubes fluorescents	0,1
	Emballages souillés	3
	Eau et hydrocarbures	3
	Huiles (moteurs, boîtes de vitesse)	3
	DND pour centres de tri	19
	Cartons	6
	Papiers	6
	Bois cassé	3
	Plastiques	6
	Palettes	6

Pneumatiques usagés	1
Pare-brise	3
Boue de bassin	8
Plastiques (polyéthylène souillé)	8
DND non valorisables	1

L'indice de référence α utilisé pour le calcul des garanties financières est égal à 1,05 (indice TP01 retenu 698,2).

Article 4 : Délai de constitution des garanties financières

L'échéancier de constitution des garanties financières est le suivant :

Deux options :

- Option 1 :
 - constitution de 20 % du montant initial des garanties financières pour le 1^{er} juillet 2014
 - constitution supplémentaire de 20 % du montant initial des garanties financières par an pendant quatre (4) ans.
- Option 2 : En cas de constitution des garanties financières sous la forme de consignation entre les mains de la Caisse des Dépôts et consignations :
 - constitution de 20 % du montant initial des garanties financières pour le 1^{er} juillet 2014
 - constitution supplémentaire de 10 % du montant initial des garanties financières par an pendant huit (8) ans.

Article 5 : Attestation de la constitution des garanties financières

L'exploitant transmet au préfet, dans les délais prévus à l'article 4, les documents attestant de la constitution des garanties financières. Ces documents doivent être conformes aux dispositions de l'arrêté ministériel du 31 juillet 2012 susvisé.

Article 6 : Renouvellement des garanties financières

Le renouvellement des garanties financières intervient au moins trois mois avant la date d'échéance des documents prévus à l'article 5 du présent arrêté.

Pour attester du renouvellement des garanties financières, l'exploitant adresse au Préfet, au moins trois mois avant la date d'échéance, un nouveau document dans les formes prévues par l'arrêté ministériel du 31 juillet 2012 susvisé.

Article 7 : Actualisation des garanties financières

L'exploitant est tenu d'actualiser le montant des garanties financières et en atteste auprès du préfet dans les cas suivants :

- tous les cinq ans au prorata de la variation de l'indice publié TP 01 ;
- sur une période au plus égale à cinq ans, lorsqu'il y a une augmentation supérieure à 15 (quinze)% de l'indice TP01, et ce dans les six mois qui suivent ces variations.

Article 8 : Révision du montant des garanties financières

Toute modification des conditions d'exploitation doit être signalée dans les conditions prévues par l'article R512-33 du code de l'environnement et peut entraîner la révision du montant des garanties financières.

Article 9 : Absence de garanties financières

Outre les sanctions définies à l'article L516-1 du code de l'environnement, l'absence de garanties financières peut entraîner la suspension du fonctionnement des installations classées visées au présent arrêté, après mise en œuvre des modalités prévues à l'article L.514-1 de ce code. Conformément à l'article L.514-3 du même code, pendant la durée de la suspension, l'exploitant est tenu d'assurer à son personnel le paiement des salaires, indemnités et rémunérations de toute nature auxquels il avait droit jusqu'alors.

Article 10 : Appel des garanties financières

En cas de défaillance de l'exploitant, le Préfet peut faire appel aux garanties financières :

- lors d'une intervention en cas d'accident ou de pollution mettant en cause directement ou indirectement les installations soumises à garanties financières,
- ou pour la mise sous surveillance et le maintien en sécurité des installations soumises à garanties financières lors d'un événement exceptionnel susceptible d'affecter l'environnement.

Article 11 : Levée de l'obligation de garanties financières

L'obligation de garanties financières est levée à la cessation d'activité des installations visées à l'article 2, et après que les travaux couverts par les garanties financières ont été normalement réalisés.

En application de l'article R516-5 du code de l'environnement, le préfet peut demander la réalisation, aux frais de l'exploitant, d'une évaluation critique par un tiers expert des éléments techniques justifiant la levée de l'obligation de garanties financières.

Les conditions de levée de l'obligation de garanties financières font l'objet d'un constat écrit de l'inspection des installations classées dans le cadre de la procédure de cessation d'activité prévue aux articles R. 512 39-1 à R. 512-39-3.

L'obligation de garanties financières est levée par arrêté préfectoral.